

Le nucléaire, c'est le retour à la bougie !

Bien entendu, tout avait été prévu : les centrales étaient aux normes antisismiques – parce que, en ce qui concerne le nucléaire, chacun le sait, nos technocrates prévoient toujours une sécurité maximale. A un « détail » près, apparemment : ils n'avaient pas prévu que les tremblements de terre sous-marins provoquent généralement des tsunamis. Tsunami, c'est bien un mot japonais, pourtant !

Tchernobyl est sur toutes les antennes, Three Mile Island est aussi évoqué... Deux catastrophes que les Etats n'ont pas pu cacher. En revanche, il en est d'autres enfouies dans les archives des secrets d'Etat.

Par exemple Windscale, en Grande-Bretagne, le 10 octobre 1957 : le réacteur s'est enflammé et a brûlé, à petit feu, pendant plusieurs heures, rejetant une fumée radioactive dans toute la région. Dans la lignée de ce que décrit le roman *1984* d'Orwell, le gouvernement britannique a soigneusement dissimulé la chose et a même changé le nom de la ville où c'est arrivé – elle s'appelle maintenant Sellafield. De même, ce gouvernement n'a jamais révélé quels radio-éléments s'étaient échappés, alors que cela aurait pu aider à soigner les populations locales.

Ou encore Kitchim, dans l'ex-Union soviétique, également en 1957 : une décharge de déchets nucléaires a pris feu, emportant une grande quantité de radio-éléments qui sont retombés dans toute la région aussi. L'accident a été occulté par l'URSS, avec l'appui de l'AIED (Agence internationale de l'énergie atomique) et le soutien des Etats occidentaux qui ne voulaient pas faire d'ombre à l'industrie nucléaire en plein développement... Il s'agissait, jusqu'à aujourd'hui, de la deuxième plus grande catastrophe nucléaire après Tchernobyl. Et pourtant dans aucun de ces cas il n'y a eu de tremblement de terre.

L'Observatoire du nucléaire, dans un communiqué du 16 mars dernier, nous révèle qu'EDF a falsifié des données sismiques afin d'économiser sur la sûreté pour 32 des réacteurs sur les 58 existant en France, dont celui de Civaux ! Il faut en avoir conscience, l'incident nucléaire se produira fatalement un jour en France ! Cela parce que le risque majeur est une donnée incontournable de l'industrie nucléaire. Mais, le risque majeur, les capitalistes s'en moquent ; ce qui compte, c'est que la société marchande pénètre tous les pores de la peau de la société pour leur plus grand profit.

Après avoir procédé à des essais (17) dans l'atmosphère au Sahara, alors colonie française, les décideurs français, qui ont été gaullistes et communistes dans l'après-guerre, puis socialistes (SFIO), radicaux ou de droite, puis enfin gaullistes à partir de 1959, ont montré une profonde unité de vues scientifique et nationaliste : le pronucléaire a scellé toute la classe politique française malgré quelques couacs dus à la guerre froide. Le nucléaire était bel et bien la forme d'énergie la mieux adaptée à la société en pleine reconstruction qui se dessinait : toujours plus de consommation ; toujours plus de profit pour les uns, de soumission pour les autres.

Pour les capitalistes, les vies humaines ne comptent pas. Ils se sont refait une santé sur le massacre de la Grande Guerre, puis sur les horreurs de la Seconde Guerre mondiale, et ils sont prêts à s'en refaire une avec les catastrophes naturelles. « Catastrophes » ? Certainement pas pour tout le monde : vous verrez que la reconstruction du Japon sera un élément capital du redémarrage de l'économie. Les contrats sont déjà prêts – comme ils l'étaient avec l'intervention américaine en Irak.

Le nucléaire n'est donc pas une simple technique pour produire de l'électricité. Il est le fruit d'une forme de la société de classe que nous combattons, et il produit lui-même des formes

d'organisation et de gestion des populations par l'Etat. Le nucléaire ne peut exister sans une plus grande militarisation de nos vies et un plus large contrôle de l'Etat sur la société. Le nucléaire implique une gestion militaire de la société.

LUTTER CONTRE LE NUCLEAIRE, C'EST DONC AUSSI LUTTER CONTRE L'ORGANISATION ACTUELLE DE LA SOCIÉTÉ.

Pour l'arrêt immédiat du nucléaire. Techniquement, c'est possible !

Cela implique de diminuer la consommation d'énergie, forcément... mais il faut savoir que :

- l'industrie nucléaire est elle-même une grosse consommatrice de l'électricité qu'elle produit. Les économies ne se feront pas sur la culpabilisation « ménagère », mais sur l'arrêt des grands chantiers de lignes TGV, d'aéroports et autre dévoreurs d'énergie ;

- la politique militaire de la France en consomme elle aussi une belle part. **Non au nucléaire militaire !**

Il faut poser la question : Qui produit, pour quoi, pour qui ?

Il faut développer les énergies renouvelables, bien sûr ; mais cela ne suffira pas avant très longtemps, même dans le cadre d'une société « frugale » ! Il faut donc remettre en service l'hydraulique (développer les micro-centrales, entre autres), et même le thermique provisoirement (il existe maintenant des centrales « propres »).

Bref, c'est sur l'arrêt immédiat que le débat doit porter – et pas sur des scénarios de sortie du nucléaire à 30 ou à 50 ans.

Anne Lauvergeon (présidente du directoire d'AREVA) déclarait à l'Assemblée nationale en décembre 2009 :

« Dans les années soixante-dix, le mouvement écolo s'est développé à partir de sa lutte antinucléaire, mais je pense qu'une scission interviendra sous peu entre les écolos “canal historique”, qui resteront antinucléaires jusqu'à la fin des temps, et les écolos modernes qui vont finir par reconnaître que le nucléaire fait partie des solutions. »

Ces « écolos modernes » qu'appelle de ses vœux Anne Lauvergeon, on les trouve maintenant : chez ceux qui sont prêts à tolérer la prolongation du nucléaire pour lutter contre l'effet de serre ou qui envisagent la sortie du nucléaire entre 2030 et 2050 ; et également chez ceux qui acceptent la prolongation de la durée de vie des centrales pour lutter contre l'effet de serre sans vouloir aborder la question cruciale de qui décide de l'énergie dont chacun a besoin. Ce sont ceux qui, d'un côté, se disent antinucléaires mais, de l'autre, font compromis sur compromis pour garder leur strapontin aux côtés des partis pronucléaires que sont le PS et le PC.

L'ARRET IMMEDIAT ET SANS CONDITION DU NUCLEAIRE EST LA SEULE SOLUTION ACCEPTABLE, ET CET ARRÊT EST POSSIBLE.

L'obtenir n'est pas une question de débat public ou de référendum, c'est une question de rapport de forces.

Crions-le, organisons partout des manifestations/rassemblements pour **l'arrêt immédiat et sans conditions du nucléaire !**